

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE DE MONTLUEL

Dossier n° PC00126226M0002

Date de dépôt : **18/02/2026**

Date d'affichage : **21/02/2026**

Demandeur : **Monsieur ROLLAND Edouard**

Demeurant : **2623 route de Meximieux
Cordieux**

01120 MONTLUEL

Pour : **Extension en façade ouest de 18 m2
d'emprise au sol pour 9 m2 de surface de
plancher à usage de local technique.**

**Fermeture d'un préau en façade Sud (15 m2
de surface de plancher).**

**Modifications d'ouvertures et changement
des menuiseries existantes à remplacer par
des menuiseries blanches.**

**Réfection de la couverture en tuile de terre
cuite Oméga 10, rouge nuancé.**

**Réfection de l'enduit : enduit à la chaux T50
« terre de sable » (nuancier Parexlanko),
finition grattée.**

**Installation d'un assainissement individuel :
micro-station 6 EH.**

Surface de Plancher créée : 34 m²

**Adresse terrain : 2577 route de Meximieux
Cordieux**

01120 MONTLUEL

ARRÊTÉ

**accordant un permis de construire
au nom de la commune de MONTLUEL**

La Maire de MONTLUEL,

Vu la demande de permis de construire déposée le 18 février 2026 par Monsieur ROLLAND Edouard demeurant 2623 route de Meximieux Cordieux 01120 MONTLUEL ;

Vu l'objet de la demande :

- pour l'extension en façade ouest de 18 m2 d'emprise au sol pour 9 m2 de surface de plancher à usage de local technique.
Fermeture d'un préau en façade Sud (15 m2 de surface de plancher).
Modifications d'ouvertures et changement des menuiseries existantes à remplacer par des menuiseries blanches.
Réfection de la couverture en tuile de terre cuite Oméga 10, rouge nuancé.
Réfection de l'enduit : enduit à la chaux T50 « terre de sable » (nuancier Parexlanko), finition grattée.
Installation d'un assainissement individuel : micro-station 6 EH.. ;

- sur un terrain situé 2577 route de Meximieux Cordieux 01120 MONTLUEL ;
- pour une surface de plancher créée de 34 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 30 janvier 2020 et modifié le 04 décembre 2024 ;

Vu les pièces complémentaires fournies en date du 27 février 2026 ;

Vu la zone N du plan local d'urbanisme et son règlement ;

ARRETE

Article 1

Le permis de construire est **ACCORDÉ** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

- Raccordement aux réseaux : Les raccordements aux réseaux électriques, téléphoniques et de télédistribution devront obligatoirement être effectués par des câbles en souterrain.
- Branchement aux réseaux : Les branchements aux réseaux publics devront être réalisés sous le contrôle des services gestionnaires.

Fait à MONTLUEL, le 10 mars 2026.

La Maire, Anne FABIANO CONTIGLIANI



- N.B. – TAXES : Le projet est soumis au versement de la redevance d'archéologie préventive et des parts communale et départementale de la taxe d'aménagement.
- N.B. – Zone sismique 2 : Vous êtes informé que le projet autorisé par la présente décision se situe en zone sismique 2 définie par les décrets n° 2010-1254 et 1255 du 22 octobre 2010. En conséquence, le projet doit respecter les règles de construction découlant en la matière desdits décrets et définies par l'arrêté ministériel du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismiques.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.